Samuel Bouron et Maïa Drouard (coord.), « Les beaux quartiers de l'extrême droite », *Revue Agone*, n°54, juin 2014, 20 euros.

L'extrême droite reste une force politique qui a le vent en poupe dans une partie non négligeable du continent européen.

Alors qu'en France, un maire FN – celui du Pontet, en banlieue d'Avignon – vient d'être réélu avec presque 60 % des voix, le 31 mai 2015, ailleurs en Europe les choses ne sont guère plus brillantes. En Autriche, où le FPÖ (« Parti de la liberté d'Autriche »), principal parti d'extrême droite, a réalisé des scores électoraux élevés dans deux régions ce même 31 mai, on s'achemine à présent vers une coalition « rouge-bleue » dans l'une des deux régions. Ce qui signifie que la social-démocratie autrichienne, le SPÖ, s'apprêter à gouverner la région du Burgenland dans une alliance formée ensemble avec le parti d'extrême droite. En Italie, la Ligue du Nord vient de fêter des scores électoraux importants dans plusieurs régions, non seulement de son berceau dans la partie septentrionale de l'Italie, mais jusque dans le centre du pays.

Les forces, hétérogènes, qui composent cette extrême droite européenne risque de constituer un sujet de préoccupation pendant encore de longues années. Le débat concernant la manière de les combattre, avec quelles stratégies et quels moyens, traverse la gauche. Il confronte différentes approches et ce n'est pas ici le lieu pour trancher un débat aussi difficile. Mais s'il y a une approche qui est assurément erronée, qui a fait la preuve de son caractère trop limité, c'est celle du mépris intellectuel : sous-estimer son ennemi, le réduire systématiquement à une force qui serait d'abord marquée par sa stupidité, lui dénier toute capacité intellectuelle, n'est pas un bon moyen d'avancer contre l'extrême droite.

Pourtant, une telle vision est largement répandue. Au début des années 1990, à Cologne en Allemagne, où une importante mobilisation anti-nazie s'est mise en place autour de concerts géants et de rassemblements mélangeant militants antifascistes, de gauche, humanistes et simples fans de musique, l'un des slogans adoptés par les organisateurs et les artistes en vue était : « *Keine Macht den Doofen !* » (c'est-à-dire « pas de pouvoir à ceux qui sont bêtes ») Il s'agissait d'un slogan qui visait les racistes. A la fin de la même décennie, dans le roman qui l'a fait connaître à un large public (*Les particules élémentaires*), un certain Michel Houllebecq – dont les fantasmes plus récents à propos d'un président « islamiste » qui prendrait le pouvoir en France ont, cette fois-ci, beaucoup plu à l'extrême droite – a lui aussi mis en scène la thèse de la profonde stupidité de

l'extrême droite. Alors que dans son livre, il avait exposé toute une gamme de thèses plus réactionnaires les unes que les autres (la décadence de l'Occident, mai 1968 comme début du déclin, la liberté individuelle comme ferment de la décomposition, etc.), l'auteur met ensuite en scène son personnage « Michel » pour rejeter l'idée de rejoindre l'extrême droite. Cela en lui faisant dire : « *J'aurais pu adhérer au Front national, mais à quoi bon manger de la choucroute avec des cons ?* ».

Les individus qui composent l'extrême droite, les nationalistes, les racistes, sont ainsi souvent dépeints en personnages à qui il manquerait, avant tout, de l'intelligence pour (mieux) comprendre le monde. Or, sans vouloir le moins du monde prendre ici leur défense, force est de reconnaître qu'il existe – dans le camp de l'extrême droite – des stratèges, des penseurs, des communicants et des personnages capables de forger des concepts, des discours, d'employer des métaphores, de travailler le langage, d'articuler des idées, et ainsi de créer l'adhésion autour d'eux. Si de telles capacités et compétences n'existaient sous aucune forme dans leur camp, les choses seraient peut-être parfois plus simples. Ce n'est pas le cas, et cela rend la situation plus dangereuse encore. En tout état de cause, il ne suffira pas de faire la politique de l'autruche et d'ignorer volontairement les forces, y compris intellectuelles, que l'extrême droite a pu accumuler dans un certain nombre de cas.

Cette dimension particulière de l'extrême droite, française et au-delà des frontières, fait l'objet du numéro 54 de la revue *Agone*, paru fin 2014. Un numéro riche en exemples venant illustrer l'activité intellectuelle et communicationnelle de représentants, mais aussi de certains alliés de l'extrême droite. Si les protagonistes choisis sont assez différents les uns des autres – du point de vue de leur notoriété, de leur statut social, de l'étroitesse de leur lien avec une activité immédiatement politique et militante –, le panorama présenté dans ce numéro fournit une bonne vue d'ensemble.

L'extrême droite des intellectuels : la combinaison de ces termes fait immédiatement penser aux élaborations intellectuelles de ce qui fut appelé – depuis les années 1970 – la « Nouvelle Droite ». Cette dernière était d'abord représentée par le GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne), puis par le Club de l'Horloge, qui a d'abord constitué une antenne du GRECE dans le milieu des « Grandes écoles » et de la haute fonction publique avant de s'éloigner de la maison-mère, prenant ses distances avec certaines des positions du GRECE (son antilibéralisme très ostentatoire, son anti-christianisme forcené, etc.).

On ne sera pas déçu : un des textes du dossier, écrit par le sociologue Sylvain Laurens (p. 73-93), est consacré à la naissance, la stratégie et l'élaboration du discours du « Club de l'Horloge » à partir de la première moitié des années 1970. Ce discours vise à *« rendre respectable une opposition idéologique à l'immigration et au ''multiculturalisme'' »* en forgeant des concepts en apparence savants. Le concept qui aura ainsi la postérité la plus éclatante, parce que repris par un Front national en pleine ascension à partir du milieu des années 1980, est celui de « préférence nationale », formulé en premier par Jean-Yves Le Gallou (devenu depuis la cheville ouvrière de la « fondation Polemia », voir p. 80-81). Un pseudo-concept qui aura permis à l'extrême droite, au lieu d'exprimer des sentiments négatifs et forcément haineux à l'égard de tel ou tel groupe humain en particulier, de formuler – en apparence « à tête froide » – ce qu'elle prétend être un principal général. Selon elle, il s'agirait d'une loi commune aux sociétés humaines qui protégeraient toujours d'abord les « leurs ».

Dans un autre article (p. 27-43), consacré à la politisation de la défense du patrimoine architectural – instrumentalisée au profit d'une vision de l' « identité culturelle » à défendre –, Maïa Drouard fait là encore ressortir des traces de la « Nouvelle Droite » sous la forme du GRECE et du Club de l'Horloge. C'est ainsi un compagnon de route de longue date de cette « Nouvelle droite », l'ancien sénateur de droite Jean-Paul Hugot (décédé en 2013), qui fut l'un des principaux dirigeants de la « Fondation du patrimoine ». Or structure a mis en œuvre une politique, servant à la fois la défense des intérêts des classes possédantes et une idéologie naturalisant « culture » et architecture.

Un lecteur ou une lectrice pouvait s'attendre, légitimement, à trouver un ou plusieurs textes sur les maîtres à penser du « Club de l'Horloge » dans un numéro consacré aux intellectuels de l'extrême droite. Il sera plus inattendu, voire étonnant pour certaine•e•s, d'y rencontrer aussi un chapitre sur la mouvance « identitaire », de création officielle plus récente (2002-2003). Ceci peut surprendre à première vue dans la mesure où la mouvance « identitaire », essentiellement composée de militants extraparlementaires, est généralement associée à un caractère vulgaire – les intrusions avec des masques de porc dans un fast-food ou les apéros « saucisson-pinard » – sinon violent.

Or, là encore, l'étude précise de cette mouvance prête à une vision plus nuancée. Dans son article consacré aux Jeunesses identitaires (p. 45-72), Samuel Bouron rompt ainsi avec un certain nombre de jugements trop hâtifs : *« Les Identitaires ne font pas partie de la jeunesse la moins diplômée ou la plus démunie économiquement. La grande majorité de ses membres étudient à l'université ou y ont obtenu un diplôme. Ils sont familiers d'une culture scientifique et ne se tiennent pas à l'écart du monde de l'industrie culturelle… »* (p. 68).

L'auteur décrit par ailleurs les différents plans sur lesquels se déploie le militantisme « identitaire », d'ailleurs lui aussi influencé par les fabricants d'idéologie du GRECE. Ce militantisme englobe des actions plus médiatiques, destinées à attirer les cameras et à marquer les esprits du public, telle que l'occupation du toit d'une mosquée à Poitiers en 2012 – « *Les actions spectaculaires sont pensées comme des produits de communication à destination des journalistes* » (p. 55) –, mais aussi la création de lieux de socialisation destinés davantage à produire un entre-soi et à transmettre une culture « identitaire » : « maisons de l'identité », camps en plein air, concerts etc.

L'auteur montre aussi les limites de ce type d'organisation : les militants *« peinent à exister au-delà de leurs buzz' médiatiques »* dans l'espace public, et *« plus on se rapproche d'activités intellectuelles, comme les conférences […], et plus le public se restreint à un noyau de cadres »*. A travers une citation de Guillaume Luyt, à l'époque cadre dirigeant de la mouvance, l'auteur réussit en même temps à faire ressortir clairement la logique de fond, proprement fasciste, qui sous-entend ce type de militantisme : *« Le soulèvement spontané et victorieux d'individus isolés, ça n'existe pas. Car avant le soulèvement, il doit y avoir […] la constitution d'une communauté combattante aguerrie, soudée et identifiée par la masse. C'est précisément à la constitution de cette communauté de combat qu'ont travaillé […] les participants au premier camp d'été des Jeunesses identitaires »* (p. 62-63).

A une autre échelle sociale que cet activisme juvénile ou semi-juvénile, dissimulant d'authentiques visées fascistes sous de faux airs de scoutisme, interviennent de véritables mandarins qui puisent pourtant aux mêmes sources idéologiques. Dans un chapitre consacré à Julien Freund (p. 13-26), Sylvain Laurens et Alain Bihr retracent le parcours de cet universitaire, compagnon de route du GRECE.

Professeur d'université en sociologie à Strasbourg depuis 1965, Julien Freund avait auparavant enseigné la philosophie dans l'enseignement secondaire. Après une thèse de doctorat fortement influencé par le juriste Carl Schmitt, serviteur du régime national-socialiste qui avait conçu une théorie entièrement construite autour de la nécessaire distinction entre les intérêts de l'Etat et l'« ennemi », Freund a accompagné les travaux du GRECE sur des décennies. Alors qu'il ne partageait pas certaines de ses options – notamment son paganisme anti-chrétien, lui-même demeurant catholique –, Freund n'a jamais formulé la moindre critique publique du corps de doctrine du GRECE. Il a publié dans de nombreux numéros de revues liées au GRECE, notamment « Eléments » et « Nouvelle Ecole », dont des articles consacrés aux travaux de Carl Schmitt. On y trouve la signature de Freund à côté d'articles d'inspiration clairement nazie, telles que les contributions de Jean Haudry à « Eléments » sur les « Indo-européenns » (un concept racialiste cher au GRECE à ses origines), largement inspirées de l'idéologue national-socialiste allemand Hans Günther.

Alors même que Julien Freund a pu à l'occasion quitter son Olympe intellectuel pour descendre plus directement dans l'arène politique – étant invité à la table de Jean-Marie Le Pen dans les années 1980 –, l'Université de Strasbourg où il a enseigné pendant presque trente ans lui a toujours procuré une couverture de savant apparemment sans reproche. Après son décès, le président de l'Université a ainsi loué un « grand savant » et un « grand patriote », qui aurait été « attentif aux autres », un « homme de dialogue ». Ni dans cette allocution, ni lors de la soirée d'hommage organisée à sa mémoire, les engagements politico-médiatiques de Julien Freund ne firent l'objet d'un traître mot.

L'extrême droite compte aussi ses littéraires, d'aujourd'hui – tel que Richard Millet, auteur d'un « Eloge littéraire » de l'assassin fasciste Anders Breivik hautement provocatrice (voir le chapitre de l'écrivain Thierry Discepolo sur l'affaire Millet, p. 161-183) – comme du passé, à l'instar de Louis-Ferdinand Céline (voir le chapitre rédigé par la journaliste et écrivaine E. Pieillier, p. 147-159) –, avec un bonheur inégal.

Un cas à part a longtemps été constitué par Ernst Jünger, écrivain allemand décédé plus que centenaire en 1998. Durant des décennies, dans le paysage officiel, c'est surtout son « talent littéraire » qui fut honoré – malgré un langage parfois froid, monstrueux, quand il traitait des êtres humains –, au point que le président français François Mitterrand et le chancelier allemand Helmut Kohl lui ont rendu visite ensemble, en 1993. Pourtant, si le spécialiste de littérature allemand Michel Vanoosthuyse lui consacre un chapitre (p. 122-145), c'est qu'il y a beaucoup à dire sur l'idéologie que Jünger, adepte d'un « nationalisme héroïque » dont il se fit grand propagateur dans l'Allemagne de l'entre-deux-guerres, a véhiculé pendant une majeure partie de sa vie.

Certes, Jünger ne passe pas pour un partisan du national-socialisme, mais c'est plutôt parce qu'il a fait preuve, comme le résume Vanoosthuyse, d'une « *réserve aristocratique vis-à-vis du fascisme plébéien au pouvoir* » (p. 138). Comme il le constate, l'écrivain allemand « *oppose l'idéal d'une ''petite élite qui ne se rend pas''* » à « *la variante plébéienne du fascisme* », c'est-à-dire au fascisme comme mouvement de masse (p. 144). Et pourtant, il n'en a pas toujours été ainsi. En 1927, le même Jünger définissait ainsi la nécessaire stratégie de la droite nationaliste de l'époque, qui englobait le premier noyau du mouvement nazi : « *La tâche la plus urgent du néo-nationalisme, c'est de se développer sous la forme d'un mouvement de travailleurs* » (p. 131-132). Ce n'est qu'ultérieurement, le national-socialisme étant parvenu à devenir un mouvement de masse, que Jünger crut sans doute plus sage de se retirer sur sa réserve toute aristocratique…

On lira ces démonstrations fondées avec intérêt. Tout comme on profitera de la lecture du texte de Stéphanie Chauveau (p. 95-121), consacré à Alain Soral, qui démontre comment l'antisémite professionnel a su profiter, dans un passé récent, du fonctionnement des médias audiovisuels. Ceci pour se construire un personnage public « provocateur » qui, au titre de la prétendue « transgression », a pu se faire inviter encore et encore sur les plateaux de télévision, jusqu'à ce qu'une rupture intervienne : « *en se constituant peu à peu en représentant politique* », sous forme de militant d'extrême droite affiché, « *et non plus seulement comme transgresseur des questions de mœurs, il est désormais moins considéré comme un amuseur* » (p. 110-112). Les portes de la télévision se fermant à lui, Alain Soral tentera de se reconvertir cependant en « star » de Youtube sur Internet, où il dispose d'une audience certaine.

Bertold du Ryon

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0 FR). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.